

Commune de Saint Hilaire de Brethmas

B.P 1 30560 Saint Hilaire de Brethmas

☎ 04 66 61 33 59 📠 04 66 61 02 05

DECISIONS DU MAIRE
N°2023-08

DECISION DU 3 MARS 2023 PORTANT DEMANDÉ DE SUBVENTION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU GARD ET A L'AGENCE DE L'EAU AU TITRE DES TRAVAUX DE DESIMPERMEABILISATION DE LA COUR DE L'ECOLE JOSETTE ROUCAUTE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et suivants,
Vu la délibération n°2020/20 du 04 juillet 2020 portant délégation d'attribution du conseil municipal au Maire, rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture le 08 juillet 2020,

Considérant le programme de travaux de l'Ecole Josette Roucaute et particulièrement la désimperméabilisation de la cour et des espaces extérieurs

Considérant le plan de financement prévisionnel ci-dessous,

DEPENSES		RECETTES			
Nature	Montant en €	Financement	Montant en €	%	Acquis ou sollicité
Travaux	116 705	Agence de l'Eau	92 150	70.00	Sollicité
Honoraires	14 938	Conseil Départemental	13 164	10.00	Sollicité
		Autofinancement	26 329	20.00	
TOTAL	131 643		131 643		

Considérant que conformément à la délibération n°2020/20 du 04 juillet 2020, le Maire est chargé par le conseil municipal de « demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions pour tout projet d'investissement ou de fonctionnement porté par la commune, sans limite de montant engagé ou sollicité »

Le Maire de Saint Hilaire de Brethmas,

DECIDE

DE SOLLICITER l'aide du Conseil Départemental du Gard et de l'Agence de l'Eau pour le financement des travaux de désimperméabilisation de la cour et des espaces extérieurs de l'Ecole Josette Roucaute **POUR UN MONTANT DE :**

- **AGENCE DE L'EAU : 92 150 € SOIT 70%**
- **CONSEIL DEPARTEMENTAL DU GARD : 13 164 € SOIT 10 %**

A Saint Hilaire de Brethmas, Le 3 mars 2023

Le Maire,

Jean-Michel PERRET

Le Maire :

certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, sa transmission à Monsieur le Préfet du Gard, sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet, www.telerecours.fr.